



Palestine : Bilan de 2021

Description

Le 5 janvier 2022, Institut pour le Compréhension du Moyen-Orient, *The IMEU*

Palestine: 2021 in Review

Graphique tweeté par Human Rights Watch pour promouvoir leur rapport historique,

« Un Seuil Franchi : Les Autorités Israéliennes et les Crimes de l'Apartheid et de la Persécution », sorti en avril.

Événements notoires de 2021

Human Rights Watch et l'une des organisations israéliennes de défense des droits de l'homme les plus respectées, Bâ'Tselem, ont publié des rapports historiques accusant Israël de commettre le crime d'apartheid contre les Palestiniens, faisant écho à ce que les Palestiniens et [d'autres](#) ont dit depuis des années.

- En janvier, [Bâ'Tselem : Le Centre Israélien d'Information pour les Droits de l'Homme dans les Territoires Palestiniens Occupés](#), a publié un rapport intitulé, [Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée : C'est de l'apartheid](#). Il disait en conclusion : « Un régime qui utilise les lois, des pratiques et de la violence organisée pour consolider la suprématie d'un groupe sur un autre, c'est un régime d'apartheid ! Ces mesures cumulées, leur omniprésence dans la législation et la pratique politique, et le soutien public et judiciaire qu'elles reçoivent à tout ceci forme la base de notre conclusion qui est que la barre pour qualifier le régime israélien d'apartheid a été atteinte. »
- En avril, Human Rights Watch a publié un rapport intitulé, [Un Seuil Franchi : Les Autorités Israéliennes et les Crimes d'Apartheid et de Persécution](#). Il se concluait ainsi :

« La poursuite par les autorités israéliennes de l'objectif de maintenir un contrôle juif israélien sur les Palestiniens en maîtrisant la démographie et la terre, en Israël et dans les TPO (territoires palestiniens occupés), revient à un objectif ou des objectifs d'établir et de maintenir la domination par un groupe racial de personnes

sur tout autre groupe racial de personnesâ??, tel quâ??indiquÃ© dans la Convention sur lâ??Apartheid. Elle sâ??Ã©tend aussi Ã une â??intentionâ?? ou des intentions â??de maintenir ce rÃ©gime [ou rÃ©gimes dâ??oppression et de domination systÃ©matiques]â??, comme Ã©tabli dans la dÃ©finition de lâ??apartheid du Statut de Rome, et Ã une intention ou des intentions discriminatoires, comme faisant partie de la dÃ©finition de la persÃ©cution par le droit international coutumier. Ces politiques, pratiques et dÃ©clarations Ã©tablissent collectivement une intention discriminatoire des autoritÃ©s israÃ©liennes de maintenir une domination systÃ©matique des Juifs israÃ©liens sur les Palestiniens. Â»

Le prÃ©sident Joe Biden a pris ses fonctions et nâ??a pas inflÃ©chi une grande partie de la politique des plus dangereuse et destructrice de lâ??ancien prÃ©sident Donald Trump en Palestine/IsraÃ©l.

- Tandis que Biden reprenait des relations diplomatiques avec les dirigeants palestiniens et lâ??aide humanitaire, Ã la fin de 2021, il nâ??avait pas rÃ©ussi Ã mener Ã bien une [promesse de campagne](#) de rouvrir le consulat amÃ©ricain Ã JÃ©rusalem, fermÃ© par Trump, qui servait dâ??ambassade amÃ©ricaine de facto pour les Palestiniens des territoires occupÃ©s. Il nâ??a pas non plus rÃ©ussi Ã inverser la reconnaissance par Trump de la souverainetÃ© dâ??IsraÃ©l sur JÃ©rusalem et le dÃ©mÃ©nagement de lâ??ambassade amÃ©ricaine dans cette ville en violation du droit international et de 70 ans de politique amÃ©ricaine.
- Les responsables de lâ??administration se sont Ã©galement [engagÃ©s](#) Ã aider IsraÃ©l Ã rÃ©primer le mouvement populaire de [boycott, dÃ©sinvestissement et sanctions](#) pour les droits des Palestiniens, qui sâ??Ã©tait inspirÃ© des mouvements amÃ©ricain des Droits Civiques et sud-africain de lâ??anti-apartheid ; Ã soutenir une dÃ©finition [extrÃªmement problÃ©matique](#) de lâ??antisÃ©mitisme qui confond certaines critiques dâ??IsraÃ©l et le soutien aux droits des Palestiniens avec le fanatisme anti-juif et qui a Ã©tÃ© adoptÃ© par le DÃ©partement dâ??Ã©tat de Trump ; et ont dÃ©clarÃ© que Biden ne va mÃªme pas envisager de faire pression sur IsraÃ©l sous la forme dâ??un conditionnement de lâ??aide militaire afin de mettre fin Ã lâ??expansion coloniale illÃ©gale ou autres violations des droits fondamentaux des Palestiniens, comme lâ??ont [proposÃ©](#) les DÃ©mocrates progressistes au CongrÃ¨s. Pendant lâ??attaque israÃ©lienne dÃ©vastatrice du mois de mai sur Gaza (voir ci-dessous), Biden a rÃ©sistÃ© aux appels rÃ©pÃ©tÃ©s des associations de dÃ©fense des droits de lâ??homme, des [alliÃ©s des Ã©tats-Unis](#), et mÃªme de [dizaines de membres dÃ©mocrates](#) du CongrÃ¨s avant dâ??appeler publiquement Ã un cessez-le-feu, permettant ainsi la poursuite des bombardements et assassinats des Palestiniens.

Attaques israÃ©liennes sur les fidÃ¨les dans le Noble Sanctuaire et tentatives de dÃ©placement forcÃ© de chez elles de familles palestiniennes de JÃ©rusalem Est occupÃ©e ont provoquÃ© une flambÃ©e de violence en mai.

- DÃ©but mai, la violence de la police israÃ©lienne sur les Palestiniens qui manifestaient contre les restrictions imposÃ©es aux visiteurs du complexe musulman du vÃ©nÃ©rÃ© Noble Sanctuaire Ã JÃ©rusalem Est pendant le saint mois du Ramadan, qui a [blessÃ© des centaines](#) de fidÃ¨les dans la mosquÃ©e Al Aqsa, et les attaques de la police sur les [Palestiniens qui manifestaient](#) contre le dÃ©placement forcÃ© imminent de chez elles de familles palestiniennes dans le quartier de Sheikh Jarrah Ã JÃ©rusalem Est, [ont dÃ©clenchÃ©](#) une escalade majeure de violence Ã travers la Palestine/IsraÃ©l.

- À partir du 10 mai 2021, l'armée israélienne a [tué 261 Palestiniens](#) à Gaza, en [grande majorité des civils](#), dont [60 enfants](#) et [41 femmes](#), dans la troisième agression israélienne de grande envergure sur la minuscule bande cœtière depuis 2009. [Plus de 2.200](#) Palestiniens ont été blessés, dont [près de 700](#) enfants et [500 femmes](#). [Des dizaines de milliers](#) de logements ont été endommagés, dont [2.000](#) complètement détruits. Au plus fort du bombardement israélien, [113.000](#) Palestiniens ont été déplacés à l'intérieur de Gaza, [8.250](#) étant encore sans abri au mois de novembre. Au cours de l'agression, Israël a détruit des [infrastructures civiles](#) et de hauts immeubles tout entiers, dont une [tour qui abritait](#) l'Associated Press, Al Jazeera et d'autres journalistes et administrations, qui ont réfuté les prétentions d'Israël qui disait que ce bâtiment était utilisé par des combattants palestiniens. La violence et la destruction ont encore aggravé les conditions épouvantables que les Palestiniens de Gaza sont obligés d'endurer à cause de la suffocation provoquée par Israël, le siège et le blocus naval vieux de 15 ans, qui a [été condamné](#) en tant que punition collective et en tant qu'illégal par l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme.
- En Cisjordanie occupée, les forces israéliennes ont tué [26](#) Palestiniens depuis le 10 mai 2021, dont [11](#) le seul 14 mai, et [près de 7 000](#) autres ont été blessés. A l'intérieur des frontières israéliennes d'avant 1967, les citoyens palestiniens d'Israël sont descendus dans la rue en solidarité avec les Palestiniens des territoires occupés pour la première fois depuis des décennies et ont dû affronter la violence de la police et des Juifs israéliens. La violence a [révélé](#) les tensions qui couvaient depuis longtemps entre Juifs israéliens et citoyens palestiniens d'Israël, qui affrontent une [discrimination systématique](#) dans toutes les facettes de la vie en tant que non-juifs dans un État auto-proclamé juif. Dans la ville de Lod, un Palestinien et un Juif israélien ont été tués dans des incidents séparés, mais les responsables soupçonnés ont été traités très différemment par les autorités israéliennes. D'après un rapport émis en décembre par Human Rights Watch et intitulé [Maintien de l'Ordre Abusif à Lod Pendant les Hostilités de Mai : Une Commission d'Enquête de l'ONU Devrait Enquêter sur des Pratiques Apparemment Discriminatoires](#) :

« Par instants, la police a semblé réagir sans enthousiasme et de manière inégale à la violence exercée contre les citoyens palestiniens d'Israël par des Juifs ultra-nationalistes. Les déclarations publiques des hauts responsables israéliens ont semblé encourager des réponses discriminatoires de la part des autorités et du système judiciaire. A Lod, la réaction de la police a pris place dans le cadre d'une discrimination systématique utilisée par le gouvernement israélien contre les citoyens palestiniens d'Israël dans maints autres aspects de leur vie. »

« Dans certains cas, documentés par Human Rights Watch, les forces de l'ordre déployées pour sécuriser Lod sont restées à l'écart ou n'ont pas agi en temps utile pour protéger les résidents palestiniens de Lod contre la violence des ultra-nationalistes juifs qui vivaient près d'eux ou à portée de vue. Des témoins ont dit qu'il y avait aussi des membres d'associations de Juifs ultra-nationalistes venus de l'extérieur de Lod. Dans un cas, le journal israélien Haaretz a rapporté que les autorités municipales avaient procuré des hébergements pour la nuit aux membres de ces associations. »

Les Événements de Mai ont entraîné une augmentation de la solidarité mondiale avec les Palestiniens et de la reconnaissance de l'apartheid israélien.

- Les bombardements israéliens meurtriers sur Gaza et les tentatives pour déplacer de force les Palestiniens de Sheikh Jarrah ont provoqué une vague de soutien sans précédent en faveur des Palestiniens de la part des Américains et d'autres autour du monde. [Un grand nombre](#) de [câblés](#), de [membres du Congrès](#) et de gens ordinaires ont manifesté dans la rue et sur les réseaux sociaux pour protester contre la violence d'Israël et soutenir les Palestiniens qui luttent pour leurs droits et leur liberté. En septembre, les jumeaux Muna et Mohammed El-Kurd ont été présentés par le Times magazine comme [faisant partie](#) des 100 Personnes les Plus Influentes de 2021 pour le rôle éminent qu'ils ont joué dans les manifestations contre les efforts du gouvernement et des colons israéliens pour déplacer leur famille et des dizaines d'autres de leurs logements à Sheikh Jarrah.
- Ce changement dans le discours et l'opinion publique des États-Unis comportait une reconnaissance populaire croissante du fait qu'Israël [pratique l'apartheid](#) et est engagé dans un [nettoyage ethnique](#) des Palestiniens, avec un grand nombre de membres progressistes et autres du Congrès qui décrivent Israël comme un État d'apartheid, dont la [députée Alexandria Ocasio-Cortez](#) (D-NY), la [députée Cori Bush](#) (D-MO), et la [députée Rashida Tlaib](#) (D-MI), première femme améraino-palestinienne élue au Congrès.

Naftali Bennett a remplacé le premier ministre au mandat le plus long d'Israël, Benjamin Netanyahu, avec peu de changement dans la politique israélienne envers les Palestiniens.

- En juin, l'extrême droite Bennett, ancien chef du principal groupe politique représentant les colons de Cisjordanie, a succédé à Netanyahu, premier ministre au mandat le plus long d'Israël (et ancien chef de Bennett), qui a tenu ce poste pendant 12 ans d'affilée et 15 ans en tout. Malgré le [gouvernement de coalition](#) de Bennett qui comprend un couple de petits partis penchant à gauche, la substance de la politique israélienne envers les Palestiniens est restée pratiquement inchangée avec l'avènement de Netanyahu. En fait, l'accord de coalition [comprend une clause](#) qui déclare que le gouvernement ne s'engagera pas dans des négociations de paix avec les Palestiniens.
- À côté d'un réchauffement des relations avec le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas de plus en plus autoritaire et quelques gestes mineurs comme autoriser plus de Palestiniens à entrer en Israël pour y travailler en tant que main d'œuvre bon marché et autoriser quelques Palestiniens qui vivent en Cisjordanie occupée sans autorisation de séjour de l'armée d'occupation israélienne à y rester, la dépossession systématique des Palestiniens par Israël, la [destruction](#) des maisons palestiniennes, l'[expansion des colonies juives illégales](#) et [ségrégation](#) sur la terre palestinienne occupée, et la [répression](#) des défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens se sont poursuivies sans relâche et se sont même intensifiées sous le nouveau gouvernement d'Israël.

Ben & Jerry ont mis fin à un contrat avec un fournisseur israélien qui vendait leurs crèmes glacées dans les colonies.

- En juillet, le fabricant de crèmes glacées Ben & Jerry's a annoncé qu'il [mettrait fin](#) à un contrat avec un fournisseur israélien qui vendait ses produits dans les colonies

israéliennes parce que celles-ci sont construites sur la terre palestinienne occupée en violation du droit international, en conformité avec les valeurs progressistes de la société. Cette démarche a été saluée par les défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens comme un développement et une réflexion significatives de la compréhension mondiale croissante de la réalité de ce qui se passe en Palestine/Israël. La réponse du gouvernement israélien et de ses soutiens aux États-Unis a été de lancer une campagne malveillante destinée à salir et à faire pression sur Ben & Jerry's pour les faire revenir sur leur décision et faire peur à d'autres qui pourraient envisager de suivre leur exemple, dont au moins six gouvernements fédéraux qui ont annoncé qu'ils avaient déjà ou utiliseraient des lois anti-BDS (votées sous pression d'Israël) pour désinvestir des centaines de millions de dollars de fonds publics de la société mère de Ben & Jerry's, Unilever. Ces six États sont l'Arizona, l'Illinois, la Floride, le New Jersey, New York et le Texas.

Israël a intensifié sa campagne de pression contre les défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens, y compris en qualifiant six principales ONG palestiniennes d'organisations terroristes.

- En octobre, Israël a qualifié six principales organisations de la société civile palestinienne, dont des défenseurs internationalement respectés des droits de l'homme comme [Al-Haq](#) et [Défense des Enfants International à Palestine](#), d'organisations terroristes, dans le cadre d'un effort pour primer leur travail et les [rendre au silence](#). Cette démarche a été largement condamnée et ces accusations ont été jugées sans fondement par d'autres organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International et Human Rights Watch, et par beaucoup de gouvernements. Même de nombreux alliés d'Israël et des [membres du Congrès](#) ont rejeté les affirmations d'Israël, déclarant que la preuve fournie n'était pas convaincante. Dans une [déclaration commune](#), Amnesty International et Human Rights Watch ont dit :

« Cette lamentable et injuste décision est une attaque du gouvernement israélien contre le mouvement international des droits de l'homme. Depuis des décennies, les autorités israéliennes ont systématiquement cherché à museler le contrôle des droits de l'homme et à punir ceux qui critiquent son régime répressif sur les Palestiniens. Alors que les membres du personnel de nos organisations ont fait face à la détention et aux interdictions de voyager, les défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens ont toujours porté le poids de la pression. Cette décision est une escalade inquiétante qui menace de mettre fin au travail des plus principales organisations de la société civile palestinienne. L'annulation de plusieurs décennies de la communauté internationale à dénoncer les graves violations des droits de l'homme par Israël et à lui imposer des conséquences significatives a encouragé les autorités israéliennes à agir de cette façon honteuse. »

- Le 8, novembre, peu après qu'Israël ait ainsi qualifié les six ONG palestiniennes, on a appris que le puissant logiciel espion Pegasus avait été trouvé sur les [smartphones](#) de centaines de défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens, dont certains qui travaillent pour les ONG en question. Quelques jours plus tard, le 3 novembre, [l'administration](#)

[Biden a placé](#) la firme israélienne qui fabrique Pegasus, NSO Group, sur sa liste noire parce que son logiciel espion a été utilisé maintes reprises par des gouvernements autoritaires pour « cibler avec malveillance » des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des dissidents politiques et autres.

Le gouvernement israélien et les extrémistes juifs ont continué à empiéter sur le territoire et à provoquer des tensions autour du complexe de la mosquée du Noble Sanctuaire à Jérusalem Est occupée, l'un des lieux saints les plus sensibles au monde.

- En août, le New York Times a [rapporté](#) que, sous le nouveau Premier Ministre Naftali Bennett, le gouvernement israélien a tranquillement autorisé les Juifs messianistes extrémistes à prier dans le complexe de la mosquée du Noble Sanctuaire à Jérusalem Est occupée (connue comme le Mont du Temple par les Juifs). Formulant souvent leur programme en termes de droits civiques et de liberté religieuse, les dits [Fidèles du Mont du Temple](#) font pression depuis des années sur le gouvernement pour l'obliger à ouvrir au culte juif le Noble Sanctuaire, troisième lieu le plus saint de l'Islam et l'un des sites religieux les plus sensibles au monde, dans le but ultime d'y [construire](#) un temple juif. Au cours des deux dernières décennies, le mouvement du Mont du Temple a rapidement grossi, passant des marges de la société israélienne au [courant dominant](#), menaçant de provoquer une conflagration religieuse majeure dans la région et au-delà. Auparavant, depuis qu'Israël occupait Jérusalem Est avec la Guerre de juin 1967, les autorités israéliennes interdisaient aux Juifs de prier dans le Noble Sanctuaire pour éviter de provoquer une discorde religieuse avec les Palestiniens et autres musulmans et parce que la plupart des rabbins étaient opposés à ce que les Juifs mettent les pieds sur le Mont du Temple pour des raisons théologiques. Ces dernières années, le nombre d'extrémistes juifs a [dramatiquement augmenté](#), certains se [désguisant](#) même en musulmans pour éviter d'être détectés pendant leur prière.

Faits et chiffres d'ensemble

Palestiniens tués et blessés par les forces israéliennes et les colons

Au moins 324 : Nombre total de Palestiniens tués par les Israéliens dans les territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie, Jérusalem Est et Gaza), [d'après les Nations Unies](#). Parmi eux, **261** ont été tués pendant l'agression israélienne de 11 jours au mois de mai sur Gaza, dont **60 enfants** et **41 femmes**.

78 : Nombre d'enfants palestiniens tués par les forces israéliennes et les colons dans les territoires occupés, dont **61** à Gaza, **15** tués par les soldats israéliens en Cisjordanie, et **2** tués par les colons israéliens en Cisjordanie. D'après [Défense des Enfants International à Palestine](#), depuis 2000, les soldats, la police et les colons ont tué **2 206** enfants palestiniens.

Plus de 17 000 : Nombre de Palestiniens blessés par les forces israéliennes dans les territoires occupés, dont environ **14 679** en Cisjordanie et **2 603** à Gaza.

Maisons détruites et Palestiniens mis à la rue par Israël dans les territoires occupés

8 250 : Nombre de Palestiniens d'Ã©placÃ©s par le bombardement en mai de Gaza [occupÃ©e et assiÃ©gÃ©e](#) et encore sans abri au mois de novembre, d'aprÃ©s l'ONU.

1 130 : Nombre de Palestiniens d'Ã©placÃ©s par la destruction par IsraÃ©l de leurs maisons Ã JÃ©rusalem Est et en Cisjordanie occupÃ©es parce qu'elles avaient Ã©tÃ© construites sans permis des autoritÃ©s israÃ©liennes, qu'il leur est [presque impossible d'obtenir](#), dont **813** en Cisjordanie et **317** Ã JÃ©rusalem Est, d'aprÃ©s l'ONU. **Plus de 400 enfants** faisaient partie des d'Ã©placÃ©s, d'aprÃ©s [BÃ©tselem : Centre IsraÃ©lien d'Information pour les Droits de l'Homme dans les Territoires OccupÃ©s](#).

2 173 : Nombre de logements palestiniens d'Ã©truits ou gravement endommagÃ©s par le bombardement israÃ©lien de mai sur Gaza, d'aprÃ©s l'ONU.

262 : Nombre de maisons palestiniennes d'Ã©truites par IsraÃ©l en Cisjordanie et JÃ©rusalem Est occupÃ©es parce qu'elles avaient Ã©tÃ© construites sans permis des autoritÃ©s israÃ©liennes, dont **180** en Cisjordanie et **82** Ã JÃ©rusalem Est, d'aprÃ©s BÃ©tselem. Les Palestiniens sont souvent [forcÃ©s de d'Ã©truire leurs propres maisons](#) pour ne pas se voir imposer une amende Ã©norme par IsraÃ©l pour qu'il le fasse lui-mÃªme.

Plus de 850 : Nombre total de maisons et autres structures palestiniennes (dont des bÃ¢timents industriels et agricoles) d'Ã©truites par IsraÃ©l dans les territoires occupÃ©s, d'aprÃ©s l'ONU, pour avoir Ã©tÃ© construites sans permis des autoritÃ©s israÃ©liennes, dont [plus de 690](#) en Cisjordanie et [plus de 160](#) Ã JÃ©rusalem Est.

970 : Nombre de Palestiniens de JÃ©rusalem Est occupÃ©e menacÃ©s d'un d'Ã©placement forcÃ©, selon l'ONU, principalement Ã cause des efforts des associations de colons israÃ©liens, dont beaucoup sont [financÃ©es](#) par des organisations Ã but non lucratif basÃ©es aux Ã©tats Unis 501(c)(3), dont **424 enfants**, reprÃ©sentant **218 maisonnÃ©es**.

0,65 % : Pourcentage de demandes de permis de construire des Palestiniens en Cisjordanie occupÃ©e qui ont Ã©tÃ© approuvÃ©es par IsraÃ©l de 2019 Ã 2020. De 2016 Ã 2020, IsraÃ©l n'a approuvÃ© que **0,9 %** des demandes de permis de construire des Palestiniens en Cisjordanie Ã uniquement **24 sur 2 550**. Par contre, de 2016 Ã 2020, IsraÃ©l a Ã©mis des permis de construire pour **8 356** unitÃ©s d'habitation dans les colonies juives illÃ©gales sur la terre palestinienne occupÃ©e en Cisjordanie.

Plus de 130 000 : Nombre total de maison palestiniennes d'Ã©truites depuis 1947 par les groupes paramilitaires sionistes et le gouvernement israÃ©lien dans ce qui est devenu IsraÃ©l en 1948 et dans les territoires occupÃ©s par IsraÃ©l au cours de la Guerre de juin 1967, d'aprÃ©s le [ComitÃ© IsraÃ©lien Contre les DÃ©molitions de Maisons](#).

Expansion des colonies juives s'Ã©gruÃ©es sur la terre palestinienne occupÃ©e

Plus de 4 000 : Nombre d'offres d'unitÃ©s de logement Ã©mises par IsraÃ©l pour la construction dans les colonies sur la Terre palestinienne occupÃ©e en [violation du droit international](#) et de nombreuses [rÃ©solutions de l'ONU](#), dont **3 467** en Cisjordanie et **543** Ã JÃ©rusalem Est.

3 465 : Nombre d'unitÃ©s de logement dans les colonies de Cisjordanie qui ont franchi l'une des Ã©tapes de planification, d'aprÃ©s l'association de surveillance des colonies La Paix Maintenant.

Près de 700 000 : Nombre total de colons israéliens qui vivent illégalement sur la terre palestinienne occupée en Cisjordanie et à Jérusalem Est.

272 : Nombre total de colonies israéliennes construites illégalement sur la terre palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem Est occupées, dont **132** colonies officielles et quelque **140** « avant-postes » de colonies naissantes construits en violation du droit israélien ainsi que du droit international, mais avec l'« [approbation tacite](#) » et le soutien du gouvernement d'Israël.

Violence des colons israéliens contre les Palestiniens et leurs biens

4 : Nombre de Palestiniens tués par des colons israéliens lourdement armés sur la terre palestinienne occupée de Cisjordanie, dont **2 enfants**.

Plus de 490 : Nombre d'attaques de colons israéliens contre des Palestiniens causant mort, blessures et/ou dégâts significatifs sur les biens, d'après l'ONU, chiffre le plus haut jamais relevé par l'ONU. Il y a eu une augmentation de **50 %** du nombre d'attaques en 2020, et une augmentation de **150 %** depuis 2019.

Au moins 118 : Nombre d'attaques de colons ayant fait des victimes en Cisjordanie (sans compter Jérusalem Est), d'après l'ONU.

Plus de 9 300 : Nombre d'oliviers palestiniens, partie intégrante de la culture palestinienne et de l'économie de la Cisjordanie, brisés ou autrement détruits par les colons israéliens entre août 2020 et août 2021, d'après le [Comité International de la Croix Rouge](#). Dans un [communiqué](#) émis en octobre, le chef de la mission du CICR à Jérusalem a noté :

« Depuis des années, le CICR a observé un pic saisonnier de la violence des colons qui résident dans certaines colonies et avant-postes de Cisjordanie contre les agriculteurs palestiniens et leurs biens pendant la période qui précède la cueillette des olives, ainsi que pendant la saison de la cueillette elle-même en octobre et novembre. Les agriculteurs subissent également des actes de harcèlement et de violence qui visent à empêcher une récolte fructueuse, sans parler de la destruction d'équipements agricoles, ou l'arrachage et l'incendie des oliviers. C'est une forte inquiétude que nous continuons de partager avec les autorités [israéliennes] en charge. »

238 : Nombre de plaintes contre la violence des colons déposées par les Palestiniens auprès de la police israélienne entre 2018 et 2021, d'après l'association israélienne de défense des droits [Yesh Din](#), dont **12** seulement ont abouti à des inculpations, ce qui ne représente que **5 %**. Souvent, les Palestiniens ne prennent pas la peine de déposer une plainte parce qu'ils savent que les autorités israéliennes prennent rarement au sérieux la violence des colons, parce qu'elle sert les objectifs de la politique israélienne dans les territoires occupés. D'après Yesh Din, entre 2005 et 2019, la police israélienne a clos **91 %** de ses enquêtes sur les attaques dénoncées de colons contre des Palestiniens sans inculper personne.

Fréquentement : les soldats israéliens accompagnent et protègent les colons alors qu'ils attaquent les Palestiniens et leurs biens, parfois en se joignant à l'attaque ([voir la vidéo](#)) et/ou en arrêtant ou détendant les victimes palestiniennes à la place des colons coupables ([voir la vidéo](#)).

Prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes (au mois de décembre 2021)

4 550 : Nombre total de Palestiniens emprisonnés par Israël, d'après [Addameer](#) : Association de Soutien aux Prisonniers et aux Droits de l'Homme.

500 : Nombre de Palestiniens emprisonnés par Israël sans charges ni procès, selon une pratique appelée « détention administrative », qui a été maintes fois condamnée comme injuste par les [organisations des droits de l'Homme](#) et [l'ONU](#).

170 : Nombre d'enfants Palestiniens emprisonnés par Israël.

32 : Nombre de femmes palestiniennes emprisonnées par Israël.

8 : Nombre de membres du Parlement Palestinien emprisonnés par Israël.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The IMEU](#)

date créée
2022/01/10